

M. McDonald (Hamilton-Sud): Puis-je poser une question au député? S'il en est ainsi, son groupe appuiera-t-il la présente mesure?

M. Regier: Je conseillerai au député d'attendre que nous soyons arrivés là. S'il veut écouter ce que je vais dire, je crois qu'il aura la réponse vers la fin de mes observations; et la responsabilité en reviendra au premier ministre du Canada, pas à nous.

Nous regrettons que, sur ce qui peut être une question de vie ou de mort pour un grand nombre de nos concitoyens, et même des centaines de millions de personnes dans le monde entier, le premier ministre se soit livré à des remarques de caractère politique. Il n'a certainement pas servi cette cause en recourant à un tel procédé. Nous attendions avec impatience le discours qui, pensions-nous, serait prononcé par le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Smith) et le ministre de la Défense nationale (M. Pearkes) car ce sont les deux membres du cabinet le plus directement en cause, puisqu'ils s'occupent des questions de cet ordre.

Après les élections nous avons appris que le secrétaire d'État aux Affaires extérieures s'était rendu à Washington pour se faire mettre au courant, au dire des journaux, de ce qui se passait dans le monde à l'heure actuelle; et toujours d'après les journaux, nous avons appris que le général Partridge était passé à Ottawa, assez récemment, pour mettre notre ministre de la Défense nationale au courant de ce qui se passait dans le domaine de la défense du monde de l'Ouest. Le peuple canadien espérait que leurs premiers discours importants en cette enceinte sur les questions de défense fourniraient une bonne partie des renseignements qu'ils avaient recueillis, et que, selon beaucoup, ils devaient apparemment recueillir, si regrettable cela soit-il, dans un autre pays ou auprès de citoyens d'un pays étranger. Nous espérons qu'ils seraient convenablement mis au courant par les hauts fonctionnaires de leur propre ministère et ne devraient pas avoir à se faire mettre au courant par des autorités américaines.

Nous affirmons que rien ne peut nuire davantage à notre défense qu'un public canadien mal informé ou pas informé du tout. L'une de nos meilleures armes de défense est la conviction de notre population que l'on fait tout ce qui peut se faire dans ce domaine. Toutefois, après avoir écouté le débat d'hier et d'aujourd'hui, et je suis sûr que les Canadiens qui liront le *hansard* partageront mon point de vue, j'ai le sentiment que l'on ne s'est guère donné la peine de renseigner notre public. Pour lui, la situation paraîtra aussi confuse qu'à un grand nombre de députés en cette enceinte, et beaucoup

d'entre nous n'hésitent pas à reconnaître qu'ils sont effectivement très embrouillés.

L'honorable représentant de Kootenay-Ouest (M. Herridge) a dit il y a quelque temps que le problème du NORAD constituait le plus grand casse-tête chinois du Canada. Après deux jours de débat, nous sommes non seulement convaincus qu'il s'agit bien d'un casse-tête chinois, mais aussi qu'on a perdu dans l'intervalle plusieurs des pièces essentielles, et il semble bien qu'il faille abandonner tout espoir de terminer le dessin. Je veux aujourd'hui, au nom de mon parti, lancer un ultime appel au premier ministre et lui demander d'éclaircir tant d'incertitudes qui ont existé par le passé et qui existent aujourd'hui en plus grand nombre que jamais.

En nous donnant sa propre version, hier, le premier ministre a tenté de construire un petit nid douillet. Nous attendions un nid de sécurité dans lequel nous pourrions tous nous blottir, comme nous l'avons fait si souvent en d'autres circonstances de l'histoire du Parlement canadien. Mais ce nid a été considérablement avili par plusieurs des discours qui y ont été prononcés. D'après la page 1044 du *hansard*, le premier ministre aurait dit ceci:

A ces fins l'accord met ses forces sous le commandement d'un état-major unifié qui aura à sa tête un général de l'aviation des États-Unis, secondé par un maréchal de l'air du Canada.

Il veut parler de l'accord mettant ces forces sous les ordres du quartier général conjoint. Pourtant, le ministre de la Défense nationale a mentionné très clairement qu'il se pourrait fort bien qu'il n'y ait aucune force. Nous demeurons donc dans une incertitude complète à cet égard. A la même page du *hansard*, à propos de son entrevue avec le général Partridge, on constate que le premier ministre a déclaré:

Nous avons examiné les problèmes et les plans destinés à parer aux circonstances...

J'aimerais demander au premier ministre qui a élaboré les plans. A cela, il faut ajouter la confusion jetée par le ministre de la Défense nationale lorsqu'il a signalé qu'il n'y a peut-être aucun plan puisqu'il a dit qu'on ne peut en élaborer en quelques jours et que, tout comme auparavant, on se borne à une consultation continue. Je présume qu'il remontait à l'accord d'Ogdensburg en parlant de consultation continue. Cependant, le premier ministre nous dit que le plan prévoit un maximum d'efficacité en l'espace de quelques instants.

S'il n'y a pas d'effectifs, s'il s'agit uniquement de consultations, comment pouvons-nous croire le premier ministre quand il parle d'"efficacité maximum", d'"un moment d'avis" et du "commandement d'une seule